

D 666 EL SALVADOR: PREMIERE SEMAINE DE NOVEMBRE

On serait tenté d'écrire: "Une semaine comme une autre"... Le résumé et l'analyse ci-dessous sont tirés de l'hebdomadaire "Orientación" du diocèse de San Salvador, du 16 novembre 1980. Texte significatif d'une quotidienneté d'événements graves (cf. DIAL D 656) et d'un état d'esprit de plus en plus répandu: la situation en El Salvador approche de son point d'éclatement; mais sans que personne puisse faire la moindre prévision sur la situation définitive qui va s'imposer: coup d'Etat d'extrême-droite, pesée déterminante de l'opposition armée ou intervention étrangère?

L'assassinat, le 27 novembre, de cinq dirigeants de premier plan de l'opposition de gauche est un événement d'une gravité exceptionnelle: c'est l'armée qui avait procédé le jour même à leur arrestation, alors qu'ils donnaient une conférence de presse dans les locaux de "Secours juridique", organisme de défense des droits de l'homme du diocèse de San Salvador. Affaire à suivre.

Note DIAL

Résumé des derniers événements
et essai d'analyse
(semaine du 1 au 8 novembre 1980)

Cette semaine a été particulièrement intense et significative. Des actes nombreux et importants ont été posés, ce qui permet de mieux saisir dans quel sens évolue la situation. Et cela, sans oublier le triomphe de Reagan aux élections nord-américaines.

1- 3 novembre: Attentat contre le colonel Majano - Sa signification

Dès le lundi, c'est l'attentat contre le colonel Majano. Comme celui-ci l'a rappelé, l'attentat a eu lieu en zone militaire. A courte distance de la colonie militaire où vivent les chefs les plus importants des Forces armées et de la Junte, en face de l'ISTA par hypothèse sous surveillance de la police du ministère, à proximité de l'Etat-Major et de l'École militaire. C'est au centre de cette zone militaire qu'avait été placée une charge de dynamite très puissante dont l'explosion était télécommandée.

Le colonel Majano n'a pas hésité à situer cet attentat dans la ligne de ceux pratiqués contre l'Eglise, accusant ainsi les responsables d'extrême-droite infiltrés dans le gouvernement et dans les Forces armées.

Il semble qu'on attendait la mort de Majano pour le déclenchement d'un coup d'Etat d'extrême-droite, dont les instigateurs militaires se trouvaient déjà dans le pays, au su et au vu des corps de sécurité, et dont les instigateurs "économiques" suivaient le déroulement depuis Miami et le Guatemala, avec profusion d'argent. Assurés qu'ils étaient du triomphe de Reagan, l'heure était d'extrême affaiblissement pour Carter, lequel n'aurait eu d'autre solution que de tolérer un coup d'Etat comme celui de Bolivie, laissant les mains totalement libres à l'oligarchie économique et militaire.

L'intérêt de l'affaire est qu'apparaissait nécessaire la suppression physique de Majano et du secteur qu'il représente, comme obstacles principaux à un virage plus à droite du gouvernement; alors qu'il n'en est pas de même pour Duarte (1) et les siens, lesquels ne sont pas un obstacle à ce virage plus à droite, pour la simple raison qu'ils ne représentent aucune force propre à le contrer.

La tentative a échoué, mais elle a fait apparaître clairement les choses. Le présupposé centriste du gouvernement ne tient plus, en dépit des discours et de la propagande.

2- Actions de la gauche

La gauche, pour sa part, a été aussi très active, après avoir promis de démontrer le renforcement de son secteur militaire. En début de semaine, ils ont occupé pendant quelques heures Nejapa, à quelques kilomètres de la capitale; en milieu de semaine, ils ont attaqué une nouvelle fois toutes les installations militaires de Santa Ana; et en fin de semaine, ils ont lancé une offensive militaire en plusieurs points, visant différents secteurs de San Salvador même.

Parallèlement, toutes les nuits, la capitale et les principales villes du pays sont secouées par des bombes et des explosions, encore que certaines bombes soient posées par la droite. Il y a eu aussi des morts significatives comme celle du gérant de la IXe Foire internationale ou celle d'un propriétaire d'une usine de meubles qui avait eu des problèmes avec une partie de ses ouvriers. Coupures de courant, rafales d'armes légères et lourdes, affrontements constants. Peu de personnes mettent en doute que nous soyons en pleine guerre.

3- Sommes-nous aux premières étapes d'une guerre?

La Croix-Rouge internationale commence à être présente dans le pays pour faire que les deux parties en présence se soumettent aux conditions du droit humanitaire international (2), ce qui n'aurait aucun sens si nous n'étions déjà dans la première phase d'une guerre en extension. Entre exilés et réfugiés, il n'est pas exagéré de parler de plus de deux cent mille personnes affectées, ce qui fait que nous approchons du chiffre significatif de 10% de la population contrainte de fuir les actions militaires et les actions répressives. Jusqu'à maintenant la majorité des réfugiés fuient les actions menées par le gouvernement pour une prétendue chasse aux groupes de guérilleros.

(1) Napoleón Duarte, principal leader démocrate-chrétien, actuellement au gouvernement. Cf. DIAL D 639 (NdT)

(2) En réalité, l'intervention de la Croix-Rouge n'est juridiquement possible qu'en cas d'"état de belligérance", ce que la junte gouvernementale ne semble guère disposée à reconnaître (NdT).

4- Mille cent cinquante nouveaux Gardes nationaux

Les choses vont tellement mal sous l'angle militaire que la Garde nationale s'est vue dans l'obligation de recruter en une seule fois et d'assermenter 1.150 nouveaux gardes, ce qui, en chiffres absolus ou relatifs, représente un nombre considérable. Surtout si l'on tient compte de ce que la Garde nationale n'est pas l'armée et que les recrues ne sont pas enrôlées pour une période courte. Par ailleurs la Garde nationale est considérée comme un des secteurs les plus à droite et les plus répressifs des forces de sécurité.

C'est pourquoi le discours du colonel Vides Casanova, à l'occasion de la séance massive de serment des gardes, a été incroyable. Sans reconnaître en quoi que ce soit la participation traditionnelle de la garde dans la répression la plus barbare contre le peuple, et sans faire aucune allusion aux infiltrations de l'extrême-droite et des groupes para-militaires au coeur même de la Garde nationale, il a, au nom du Dieu des chrétiens, menacé le mouvement populaire qui combat pour arracher du pays la répression et l'exploitation. Les paroles du colonel Vides résonnaient comme celles de Pinochet, de Videla et des colonels boliviens qui, au nom de Dieu et de Jésus de Nazareth, emprisonnent, assassinent, font disparaître leurs opposants, pour la honte des chrétiens et en affront à l'humanité. A leur suite, il traite tous les révolutionnaires de communistes, de suppôts de Satan et d'ennemis de l'ordre chrétien, ce qui permet de justifier toutes les actions menées contre eux; et il a promis que les forces de sécurité allaient agir rapidement et frapper plus fort pour en finir une fois pour toutes avec le mouvement populaire.

5- Le discours du colonel Gutiérrez

Le colonel Gutiérrez a été plus prudent lors de la clôture des cours à l'Etat-Major. Il ne s'est pas servi en vain du nom du Christ et il a même été jusqu'à un certain point apaisant. Son analyse de la situation peut paraître incorrecte à des analystes politiques, mais son substrat idéologique ne revêtait pas les caractères incroyables du discours de Vides Casanova, lequel n'était pas jusqu'alors considéré comme un de ces faucons qui sont à la mode dans les Forces armées.

6- La junte gouvernementale et la Foire internationale

Pourtant, la junte gouvernementale cherche à donner l'impression que tout va bien pour l'essentiel, et qu'elle poursuit sa tâche de pacification et de démocratisation. C'est ainsi qu'il faut comprendre son souci d'inaugurer la IXe Foire internationale, avec le discours d'ouverture prononcé par M. Duarte. Il est évident qu'il n'existe ni conditions économiques ni conditions sociales pour cette foire. Nous savons tous que ni les pays ni les sociétés privées ne tiennent à exposer leurs machines dans un pays où il n'y a pas de devises pour les achats et où il n'existe aucune sécurité pour les investissements. Nous savons tous que le peuple n'est pas non plus disposé à la fête, malgré toute la propagande autour de la foire en ce sens, quand les gens rentrent très tôt chez eux pour éviter les forçats de sécurité, les balles et les bombes. Qui n'a pas un assassiné dans sa famille ou parmi ses amis? La mort rôde de plus en plus près des salvadoriens. Il suffit du moindre prétexte pour déclencher une opération.

7- On séquestre et on assassine

L'une des opérations les plus tragiques a été celle d'Amatepec, au cours de laquelle les Forces armées ont emmené une soixantaine de jeunes qu'on a retrouvés tous assassinés deux jours plus tard. Il n'y a plus de détenus, plus d'accusés. Dès que quelqu'un est arrêté par les forces de sécurité, il est retrouvé mort, assassiné. Les officiels et les journaux racontent ce qu'ils veulent: ils trompent les consciences. Le nombre des morts a cessé d'être une information. On ne peut même plus faire le compte de ceux qu'on fait disparaître par monts et par vaux. Et on ne peut même plus enterrer les cadavres car ils sont très souvent dévorés par les bêtes. Pourquoi Vides Casanova ne parle-t-il pas de ça quand il s'adresse à la Garde nationale? Pourquoi cela ne paraît-il pas dans COPREFA, que personne ne croit ni ne respecte? Pourquoi M. Duarte ne prend-il pas fait et cause, lui qui était autrefois tellement partisan des droits de l'homme!

8- Reagan et le virage à droite du pays

Et pourtant, la droite se tourne vers Reagan. Elle croit qu'en lui désignant la bête rouge du communisme, il laissera faire et défaire. Mais Reagan finira par voir que les agissements de la droite de chez nous et des forces de sécurité de chez nous dépassent de très loin ses lubies droitières. Bien sûr, il a dit qu'il préférerait de bonnes relations pour les Etats-Unis aux droits de l'homme. C'est pourquoi il est possible que la gauche intensifie son action et se lance avant janvier dans la conquête du pouvoir. Comme nous le disions, ses opérations sont de plus en plus suivies et intenses. Les nations démocratiques cherchent à nous donner un coup de main. Le Panama demande la réunion de l'Organisation des Etats américains (OEA) pour prendre la mesure de la barbarie à l'oeuvre en El Salvador. Le Guatemala rejette avec horreur cette convocation car il sait que ses pratiques sont semblables à celles d'El Salvador. Nous approchons de plus en plus de la phase finale, tout en n'apercevant pas les modalités de cette finale.

le 8 novembre 1980

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 185 F - Etranger 215 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie STEP

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441